

QUI BOMBARDE LA CENTRALE

Depuis août 2022, la Russie affirme au Conseil de sécurité, au Conseil des gouverneurs de l'AIEA et à la presse que l'Ukraine bombarde, et désormais attaque par drones, sa propre centrale nucléaire. La centrale est sous contrôle armé russe depuis le 4 mars 2022 ; elle est exploitée par une entité de Rosatom depuis un décret présidentiel du 5 octobre 2022 ; des experts de l'AIEA sont sur place depuis le 1er septembre 2022. En quatre ans, l'Agence a observé des bombardements, des frappes de drones, des véhicules militaires dans les salles des turbines et 26 pertes totales de l'alimentation électrique hors site — et n'a attribué aucune des attaques à l'une ou l'autre partie. Sept affirmations, le registre et ce que chacune concède : que tout ce qui se produit à la centrale se produit sur un site que contrôle la Russie.

UKRAINE EVIDENCE HUB

REGISTRE VÉRIFIÉ

2022 - 2026

26

pertes totales de l'alimentation électrique hors site à la centrale nucléaire de Zaporijia depuis l'invasion, selon le décompte de l'AIEA — la 26e le 20 août 2026, près de trois semaines sur générateurs diesel [A](#)

Updates 362–366 de l'AIEA, août–sept. 2026 ; déclaration de l'UE au Conseil des gouverneurs de l'AIEA, 10 sept. 2026

4 mars 2022

le jour où les forces russes ont pris la centrale — « sous leur contrôle complet à ce moment-là », selon les propres termes de la Russie devant le Conseil [RU](#)

Nebenzia, S/PV.9109, 11 août 2022 ; occupée depuis le 4 mars 2022 (Ukraine, même séance)

26-2 · 24-2

votes du Conseil des gouverneurs de l'AIEA appelant la Russie à cesser toute action à la centrale et à s'en retirer — 15 sept. 2022 · 17 nov. 2022 (contre : Russie, Chine) [A](#)

Résolutions du Conseil des gouverneurs de l'AIEA, sept. et nov. 2022 (via World Nuclear News, Reuters)

0

attaques contre la centrale attribuées par l'AIEA à l'une ou l'autre partie — un fait dont la Russie elle-même s'est plainte, au Conseil et au Conseil des gouverneurs [A](#)

Nebenzia, S/PV.9124, 6 sept. 2022 ; Oulianov, Conseil des gouverneurs de l'AIEA, avr. 2024

L'ESSENTIEL		
L'affirmation et le site. « L'Ukraine bombarde sa propre centrale » est dit d'une centrale que la Russie a saisie par la force le 4 mars 2022, dans laquelle elle maintient une garnison, qu'elle revendique comme propriété fédérale et dont elle assure le personnel par l'intermédiaire de Rosatom. Chaque incident signalé par la Russie se produit à l'intérieur d'un périmètre qu'elle contrôle et pour lequel l'AIEA doit demander l'accès à la direction russe de la centrale. L'AIEA n'attribue pas — et la Russie le sait. Le rapport de l'Agence de septembre 2022 a consigné des bombardements, des dommages et des camions militaires russes dans les salles des turbines sans nommer l'origine des tirs ; Nebenzia a déclaré au Conseil qu'il « regrett[ait] que l'origine des bombardements ne soit pas directement indiquée ». En 2024, le gouverneur installé par la Russie a affirmé que l'AIEA « avait peur » d'accuser l'Ukraine. Le Hub suit l'Agence : les incidents individuels ne sont pas attribués. Le registre porte sur le contrôle, non sur l'auteur des tirs de la nuit dernière. Deux résolutions du Conseil des gouverneurs (sept. et nov. 2022), quatre résolutions de la Conférence générale et le rejet par l'Assemblée générale de l'annexion de la région de Zaporijia vont tous dans le même sens : la centrale doit revenir sous contrôle ukrainien et le personnel et le matériel militaires doivent la quitter. La Russie a voté contre à chaque fois. Le danger est mesurable. Vingt-six pertes totales de l'alimentation électrique hors site, la plus longue d'un mois à l'automne 2025 et de trois semaines en août–septembre 2026, huit cessez-le-feu locaux négociés par l'AIEA pour la réparation des lignes, six des sept piliers compromis (GOV/2025/54). Rien de tout cela n'existait avant le 4 mars 2022. Pour être juste. Des drones et des obus ont frappé à l'intérieur du périmètre de la centrale ; l'AIEA a confirmé des impacts et au moins un décès et a exhorté les deux parties à faire preuve de retenue. Le Hub ne prétend pas que l'Ukraine n'a jamais tiré à proximité de la centrale. Il n'affirme que ce que le dossier étaye : l'attribution n'est pas vérifiée, l'occupation l'est.		
LES SEPT ALLÉGATIONS		
Vassily Nebenzia · Conseil de sécurité, 11 août 2022	« ...les forces armées ukrainiennes ont bombardé à plusieurs reprises la plus grande centrale nucléaire d'Europe... Le 5 août, une telle frappe a endommagé plusieurs installations... Le 6 août, les forces armées ukrainiennes ont frappé la centrale de Zaporijia a... »	Non vérifié — l'AIEA n'attribue pas
Vassily Nebenzia · Conseil de sécurité, 11 août 2022	« [Les soldats russes,] en étroite coordination avec le personnel de la centrale, assurent la protection de la centrale nucléaire de Zaporijia et repoussent chaque jour les attaques du régime de Kyiv... [La Russie] n'utilise pas d'... civile... »	Contredit par l'AIEA
Vassily Nebenzia · Conseil de sécurité, 23 août 2022	« Le 14 août, les Forces armées ukrainiennes ont tiré 10 obus sur la centrale nucléaire de Zaporijia [dont] des obus de 155 millimètres provenant d'obusiers M777 de fabrication américaine... La Russie ne place pas d'armes lourdes dans l'enceinte d... »	Aucune preuve présentée · démilitarisation rejetée
Vassily Nebenzia · Conseil de sécurité, 6 sept. 2022	« [Nous regrettons que, dans votre rapport,] l'origine des bombardements ne soit pas directement indiquée... [le personnel de la centrale bénéficie de] la coopération bien établie... avec les forces armées russes qui gardent la centrale. »	Auto-incriminant
Vladimir Poutine · décret présidentiel, 5 oct. 2022	« [Poutine] a chargé le gouvernement de créer l'Entreprise unitaire d'État fédérale Centrale nucléaire de Zaporijia... [les installations de la centrale et les biens connexes] deviendront propriété fédérale. [Compte rendu du dé... par Interfax] »	Déjà tranché
Mikhaïl Oulianov · Conseil des gouverneurs de l'AIEA, avr. 2024	« [L'AIEA a] peur [de dire que l'Ukraine est à l'origine des attaques de drones contre la centrale]... tirer sur des installations nucléaires est totalement inacceptable. »	L'AIEA n'attribue pas — de l'aveu même de la Russie
Service de presse de la centrale de Zaporijia (Rosatom) et Maria Zakharova · 5 oct. 2026	« Le bâtiment laboratoire-services n° 2 a été attaqué par deux drones ukrainiens... Le bâtiment est situé à environ 200 mètres des tranches nos 4 et 5... Aucune victime et aucune menace pour la sûreté nucléaire. — [Zakharova :] L'absence d'une ré... »	Non vérifié — l'AIEA n'attribue pas

CE QUE NOUS DEMANDONS

Distinguer, dans chaque déclaration, les deux questions — l'attribution des incidents (non vérifiée) et la responsabilité du site (celle de la Russie, depuis le 4 mars 2022) · citer les propres termes de l'AIEA : le rapport du 6 sept. 2022 sur le matériel militaire russe dans les salles des turbines et la demande de M. Grossi d'un « accès rapide et sans entrave » (mise à jour 370) · insister sur la mise en œuvre des résolutions du Conseil des gouverneurs de sept. et nov. 2022 et des cinq principes concrets, y compris le retrait de tout le personnel et de tout le matériel militaires · demander à l'AIEA un tableau consolidé des 26 pertes de l'alimentation électrique externe, avec leur cause telle qu'évaluée par l'Agence · soulever la question du personnel ukrainien détenu de la centrale à chaque session du Conseil des gouverneurs et de la Conférence générale · demander à la Russie, en tant que partie signalant les attaques, d'accorder à l'Agence un accès immédiat à chaque site d'impact signalé et de publier les preuves relatives aux munitions qu'elle affirme détenir.

QUI L'A DIT, OÙ ET À QUI

Où chaque affirmation a été formulée, par qui, comment les autres participants ont répondu et ce que les déclarations ont passé sous silence.

LE CONTEXTE ET LE DOSSIER

Contexte	Bombardements sur la centrale de Zaporijia et à ses abords à partir du 5 août 2022 ; arrivée de la mission de l'AIEA le 1er sept. 2022 ; frappes de drones signalées en avr. 2024 et de mai à oct. 2026 ; 26 pertes totales de l'alimentation électrique hors site à août 2026
Où les affirmations ont été formulées	Conseil de sécurité : S/PV.9109 (11 août 2022, à la demande de la Russie), S/PV.9114 (23 août 2022, à la demande de la Russie), S/PV.9124 (6 sept. 2022, à la demande de la Russie), 15 avr. 2024 (exposé du Directeur général de l'AIEA) · Conseil des gouverneurs de l'AIEA, sept. 2022, nov. 2022, avr. 2024 · décret du Kremlin du 5 oct. 2022 · commentaire du MAE (Zakharova), 5 oct. 2026 · service de presse de la centrale de Zaporijia (Rosatom), 5 oct. 2026
Source	Rapport de l'AIEA « Nuclear Safety, Security and Safeguards in Ukraine » (2e rapport de synthèse, 6 sept. 2022) · résolutions du Conseil des gouverneurs de l'AIEA des 15 sept. et 17 nov. 2022 · Updates 1–371 du Directeur général de l'AIEA (2022–oct. 2026) · GOV/2025/54 (1er sept. 2025) · sept piliers de Grossi (mars 2022) et cinq principes concrets (Conseil de sécurité, 30 mai 2023) · résolution ES-11/4 de l'AGNU (12 oct. 2022) · réunion extraordinaire du Conseil des gouverneurs, 30 janv. 2026
Ce qui s'est passé ensuite	La Russie a rejeté une zone démilitarisée (août 2022) et la zone de protection (sept. 2022) ; les experts de l'AIEA restent sur place avec un accès contrôlé par la Russie ; huit cessez-le-feu locaux négociés par l'Agence pour des réparations (janv. 2026 – oct. 2026) ; du personnel ukrainien de la centrale de Zaporijia reste détenu par la Russie (déclaration de l'UE, 18 sept. 2026)

LES INTERVENANTS

Vassily Nebenzia	Représentant permanent de la Fédération de Russie auprès de l'ONU	A demandé les séances du Conseil des 11 et 23 août et du 6 sept. 2022 ; a accusé l'Ukraine de bombarder la centrale ; a reconnu le contrôle russe depuis mars 2022 et le fait que le rapport de l'AIEA ne nomme aucune origine des tirs
Mikhaïl Oulianov	Représentant permanent de la Fédération de Russie auprès des organisations internationales à Vienne	Au Conseil des gouverneurs d'avril 2024, a déclaré que l'AIEA « avait peur » de dire que l'Ukraine était à l'origine des frappes de drones sur la tranche 6 — confirmant que l'Agence n'attribue pas
Maria Zakharova	Directrice du Département de l'information et de la presse du MAE · visée par des sanctions de l'UE depuis le 23 févr. 2022, du Royaume-Uni	Commentaire du 5 oct. 2026 : l'« absence de réaction appropriée » de l'Occident aux attaques ukrainiennes contre la centrale montre le « prix réel » de ses discours sur la sûreté nucléaire « à l'AIEA et à l'ONU »
Alexeï Likhatchev / service de presse de la centrale de Zaporijia (Rosatom)	Directeur général de Rosatom ; la direction de la centrale installée par la Russie	Source de chaque rapport d'incident russe depuis oct. 2022 ; le 5 oct. 2026, a signalé deux drones sur le « bâtiment laboratoire n° 2... à environ 200 mètres des tranches 4 et 5 »

CE QU'ONT DIT LES AUTRES

États-Unis (S/PV.9109 ; S/PV.9114 ; S/PV.9124)	« La Russie seule a créé les risques » ; « La Russie a créé ce risque, et seule la Russie peut le désamorcer » ; « La Russie est responsable de cette crise, et elle peut aussi la résoudre dès maintenant ».
Royaume-Uni (S/PV.9109 ; S/PV.9114 ; S/PV.9124)	« C'est la poursuite de l'invasion et de la présence militaire de la Russie qui met la centrale en danger » ; la Russie « pourrait la résoudre immédiatement en retirant ses forces » ; « entièrement du fait de la Russie ».
France (S/PV.9109 ; S/PV.9114)	« La Russie porte la responsabilité de cette situation » ; la Russie « doit rendre à l'Ukraine le plein contrôle de la centrale nucléaire de Zaporijia ».
Albanie et Irlande (S/PV.9109 ; S/PV.9114)	« Aucune centrale nucléaire n'avait jamais été attaquée ou militarisée par une armée d'invasion » ; les problèmes « découlent uniquement de la guerre injuste et non provoquée menée par la Russie » ; la Russie « doit... mettre fin à son occupation illégale du site ».
Chine et Inde (S/PV.9109)	N'ont pas désigné de responsable : « faire preuve de retenue et agir avec prudence » ; « revenir sur la voie de la diplomatie et du dialogue ». La Chine a voté contre les deux résolutions du Conseil des gouverneurs.
Brésil, Ghana, Émirats arabes unis, Norvège, Kenya, Mexique (S/PV.9109 ; S/PV.9114)	« L'absence de menace immédiate ne signifie pas l'absence de menace » ; « en aucun cas des installations nucléaires... ne devraient être soumises à de telles attaques » ; « la centrale de Zaporijia doit être tenue à l'écart de ce conflit ».
Conseil des gouverneurs de l'AIEA (15 sept. et 17 nov. 2022)	A appelé la Russie à « cesser immédiatement toute action contre la centrale et sur celle-ci » et à se retirer afin que « les autorités ukrainiennes compétentes » en retrouvent le plein contrôle ; 26–2–7 et 24–2–7, la Russie et la Chine contre ; abstentions notamment de l'Inde, du Pakistan, de l'Afrique du Sud, du Viet Nam, de l'Égypte, du Sénégal, du Burundi / du Kenya, de la Namibie, de l'Arabie saoudite.
47 États membres de l'AIEA (6 mars 2025) et l'UE (sept. 2026)	Ont condamné la saisie de la centrale et déclaré que la présence russe avait entraîné sa dégradation technique ; l'UE a recensé 26 pertes de l'alimentation électrique hors site et la détention continue de personnel ukrainien de la centrale de Zaporijia.

CE QUE LES DÉCLARATIONS ONT PASSÉ SOUS SILENCE

- Qui contrôle le site : les forces russes se sont emparées de la centrale le 4 mars 2022 après un assaut nocturne qui a incendié un bâtiment de formation ; Nebenzia a déclaré au Conseil qu'elle était « sous leur contrôle complet » dès début mars (S/PV.9109).
- Ce qu'a vu l'AIEA : « du personnel, des véhicules et du matériel militaires russes en divers endroits de la centrale, dont plusieurs camions militaires au rez-de-chaussée des salles des turbines des tranches 1 et 2 » (2e rapport de synthèse, 6 sept. 2022) ; Grossi a demandé au Conseil que « les véhicules et le matériel militaires actuellement présents à l'intérieur des bâtiments de la centrale soient retirés » (S/PV.9124).
- La réponse du Conseil des gouverneurs : résolutions du 15 sept. 2022 (26–2–7) et du 17 nov. 2022 (24–2–7) appelant la Russie à « cesser immédiatement toute action contre la centrale et sur celle-ci » et à se retirer afin que « les autorités ukrainiennes compétentes » en retrouvent le plein contrôle ; la Russie et la Chine ont voté contre les deux.
- Le personnel : le personnel ukrainien de la centrale travaille sous la garde armée de la Russie ; l'UE a fait part à la Conférence générale, le 18 sept. 2026, de sa « profonde préoccupation face à la détention continue de personnel ukrainien de la centrale de Zaporijia par la Russie ».
- Le réseau : la centrale a perdu toute alimentation électrique hors site pour la 10e fois le 23 sept. 2025 (environ un mois, la plus longue), pour la 25e le 8 août 2026 et pour la 26e du 20 août au 7 sept. 2026 ; elle dépend d'une seule de ses dix lignes d'avant-guerre ; la ligne Dniprovska de 750 kV est hors service depuis 2025 (Updates 317, 362–366 de l'AIEA ; GOV/2025/54).

COMMENT LE RÉCIT CIRCULE

Chaque rapport d'incident russe suit le même chemin : le service de presse de la centrale de Zaporijia (Rosatom) publie sur Telegram ; RIA Novosti, TASS et Izvestia le reprennent dans l'heure (« Les forces ukrainiennes ont frappé à 200 mètres des tranches », RIA, 5 oct. 2026) ; le MAE ou Zakharova ajoute le soir même un commentaire sur le « silence » occidental ; la mission soulève la question à la séance suivante du Conseil. Lorsque l'Update de l'AIEA fait ensuite état d'« une attaque de drone signalée » et demande l'accès, les médias russes citent la confirmation de l'impact par l'Agence et omettent son silence sur l'origine. En août 2024, Zakharova demandait « Où sont Rafael Grossi et toute l'AIEA ? » — à propos d'un incident dans une centrale dont la Russie contrôle l'accès.



AFFIRMATION, FAITS, CONCESSION (1-4)

Chaque affirmation telle que formulée, avec la date, le lieu et un lien ; le dossier auquel elle se heurte, avec le niveau des éléments de preuve ; et ce qu'elle concède. Les mots entre crochets sont ceux du Hub.

AFFIRMATION 1 · VASSILY NEBENZIA · CONSEIL DE SÉCURITÉ, 11 AOÛT 2022

« ...les forces armées ukrainiennes ont bombardé à plusieurs reprises la plus grande centrale nucléaire d'Europe... Le 5 août, une telle frappe a endommagé un certain nombre d'installations... Le 6 août, les forces armées ukrainiennes ont frappé la centrale de Zaporijia avec des armes à sous-munitions... [des actions] conformes aux méthodes classiques de l'arsenal des groupes terroristes. »

S/PV.9109, 9109e séance, 11 août 2022 (séance demandée par la Russie)
www.securitycouncilreport.org/atf/cf/%7B65BFCF9B-6D27-4E9C-8CD3-CF6E4FF96FF9%7D/s

AFFIRMATION 2 · VASSILY NEBENZIA · CONSEIL DE SÉCURITÉ, 11 AOÛT 2022

« [Les soldats russes,] en étroite coordination avec le personnel de la centrale, assurent la protection de la centrale nucléaire de Zaporijia et repoussent chaque jour les attaques du régime de Kiev... [La Russie] n'utilise pas les infrastructures civiles, sans parler des installations nucléaires, [à des fins militaires]. »

S/PV.9109, 11 août 2022
www.securitycouncilreport.org/atf/cf/%7B65BFCF9B-6D27-4E9C-8CD3-CF6E4FF96FF9%7D/s

AFFIRMATION 3 · VASSILY NEBENZIA · CONSEIL DE SÉCURITÉ, 23 AOÛT 2022

« Le 14 août, les forces armées ukrainiennes ont tiré 10 obus sur la centrale nucléaire de Zaporijia, [dont] des obus de 155 millimètres tirés par des obusiers M777 de fabrication américaine... La Russie ne place pas d'armes lourdes dans l'enceinte de la centrale nucléaire de Zaporijia... [Une zone démilitarisée] est une proposition irresponsable, car elle ignore totalement la nécessité de maintenir les conditions [d'une exploitation sûre]. »

S/PV.9114, 9114e séance, 23 août 2022 (séance demandée par la Russie)
un-project.org/meeting/S-PV-9114

AFFIRMATION 4 · VASSILY NEBENZIA · CONSEIL DE SÉCURITÉ, 6 SEPT. 2022

« [Nous regrettons que, dans votre rapport,] l'origine des bombardements ne soit pas directement indiquée... [le personnel de la centrale bénéficie de] la coopération bien établie... avec les forces armées russes qui gardent la centrale. »

S/PV.9124, 9124e séance, 6 sept. 2022 (séance demandée par la Russie ; exposé de Grossi sur le 2e rapport de synthèse)
www.securitycouncilreport.org/atf/cf/%7B65BFCF9B-6D27-4E9C-8CD3-CF6E4FF96FF9%7D/s

NON VÉRIFIÉ — L'AIEA N'ATTRIBUE PAS

Preuves

A

M. Grossi, lors de la même séance : « sans présence physique, l'AIEA ne peut corroborer certains faits très importants » ; les déclarations de la Russie et de l'Ukraine « sont souvent contradictoires » ; « les sept piliers ont tous été compromis, voire entièrement violés, à un moment ou à un autre ». Le 2e rapport de synthèse de l'Agence (6 sept. 2022), rédigé après l'arrivée de ses experts sur le site, consigne des bombardements sur la centrale et aux alentours ainsi que des dommages à plusieurs bâtiments et demande que les bombardements « cessent immédiatement » — sans en désigner l'origine. Aucune communication russe au Conseil ou à l'Agence n'a depuis identifié de position de tir, d'unité ou de munition récupérée sur le site. La seule constatation matérielle que l'Agence a effectivement signalée était russe : des camions militaires à l'intérieur des salles des turbines.

Ce que l'affirmation concède : Que « la centrale de Zaporijia est contrôlée par les forces armées russes » et était « sous leur contrôle total » dès début mars 2022 — ses propres termes dans la même déclaration.

CONTREDIT PAR L'AIEA

Preuves

A

2e rapport de synthèse de l'AIEA, 6 sept. 2022 : « la présence de personnel, de véhicules et d'équipements militaires russes en divers endroits de la centrale nucléaire de Zaporijia, y compris plusieurs camions militaires au rez-de-chaussée des salles des turbines des tranches 1 et 2 ». M. Grossi au Conseil, 6 sept. : les véhicules et équipements « actuellement présents à l'intérieur des bâtiments de la centrale nucléaire sur le site » devraient être retirés. Conseil des gouverneurs de l'AIEA, 15 sept. 2022 : a déploré les « actions violentes persistantes de la Russie contre des installations nucléaires en Ukraine » et l'a appelée à « cesser immédiatement toute action contre la centrale et sur son site ». Une centrale nucléaire dotée d'une garnison armée et abritant des véhicules militaires dans ses bâtiments est, selon toute lecture ordinaire, une installation nucléaire utilisée à des fins militaires.

Ce que l'affirmation concède : Que des troupes russes sont présentes à la centrale et combattent depuis celle-ci (« repoussent chaque jour... les attaques »).

AUCUNE PREUVE PRÉSENTÉE · DÉMILITARISATION REJETÉE

Preuves

A

Aucun fragment d'obus, aucune analyse de calibre ni aucun relevé de cratère n'a été présenté, ni alors ni depuis ; les experts de l'Agence sont arrivés neuf jours plus tard et ont rendu compte de ce qu'ils ont vu (affirmation 2), et non de fragments de M777. Mme DiCarlo, lors de la même séance : « Tout le personnel et tout le matériel militaires doivent être retirés de la centrale » ; « l'électricité produite par la centrale de Zaporijia appartient à l'Ukraine ». Le Royaume-Uni : la Russie « pourrait régler le problème immédiatement en retirant ses forces de la centrale nucléaire » ; les États-Unis : « La Russie a créé ce risque, et seule la Russie peut le désamorcer » ; la France : la Russie « doit rendre à l'Ukraine le plein contrôle ». La résolution du Conseil des gouverneurs du 15 sept. 2022 a suivi. Le refus par la Russie d'une zone démilitarisée, réitéré à l'égard de la proposition de zone de protection formulée par l'Agence le 6 sept. 2022, est consigné au dossier.

Ce que l'affirmation concède : Que la Russie entend maintenir des forces militaires dans une centrale nucléaire — la situation à laquelle chaque organe mandaté lui a demandé de mettre fin.

AUTO-INCRIMINANT

Preuves

A

Le Représentant permanent de la Russie confirme, officiellement, que l'AIEA — présente sur le site depuis le 1er sept. 2022 — ne dit pas qui bombarde la centrale. Toutes les déclarations russes ultérieures selon lesquelles « l'Ukraine bombarde sa propre centrale » vont à l'encontre de cet aveu. M. Grossi, lors de la même séance : « Délibérément ou non, les attaques physiques et les impacts subis par l'installation » sont inacceptables ; « nous proposons la création d'une zone de protection de la sûreté et de la sécurité nucléaires ». Les États-Unis : « La Russie est responsable de cette crise, et elle peut aussi la résoudre dès maintenant » ; le Royaume-Uni : « la situation à Zaporijia est entièrement le fait de la Russie ».

Ce que l'affirmation concède : L'absence d'attribution par l'AIEA, et des gardes armés russes à la centrale.



ALLÉGATION, FAITS ÉTABLIS, CONCESSION (5-7)

Chaque affirmation telle que formulée, avec la date, le lieu et un lien ; le dossier auquel elle se heurte, avec le niveau des éléments de preuve ; et ce qu'elle concède. Les mots entre crochets sont ceux du Hub.

UKRAINE EVIDENCE HUB
REGISTRE VÉRIFIÉ
2022 - 2026

AFFIRMATION 5 · VLADIMIR POUTINE · DÉCRET PRÉSIDENTIEL, 5 OCT. 2022

« [Poutine] a chargé le gouvernement de créer l'entreprise unitaire d'État fédérale Centrale nucléaire de Zaporjié... [les installations de la centrale et les biens connexes] deviendront propriété fédérale. [compte rendu du décret par Interfax] »

Décret du 5 oct. 2022 tel que rapporté par Interfax (interfax.com/newsroom/top-stories/83581) et RFE/RL interfax.com/newsroom/top-stories/83581

AFFIRMATION 6 · MIKHAÏL OULIANOV · CONSEIL DES GOUVERNEURS DE L'AIEA, AVR. 2024

« [L'AIEA a] peur [de dire que l'Ukraine est à l'origine des attaques de drones contre la centrale]... tirer sur des installations nucléaires est totalement inacceptable. »

Session du Conseil des gouverneurs de l'AIEA du 11 avr. 2024, telle que rapportée par Arms Control Today (mai 2024) www.armscontrol.org/act/2024-05/news/drones-hit-zaporizhzhia-reactor-building

AFFIRMATION 7 · SERVICE DE PRESSE DE LA CENTRALE NUCLÉAIRE DE ZAPORIJIA (ROSATOM) ET MARIA ZAKHAROVA · 5 OCT. 2026

« Le bâtiment laboratoire-services n° 2 a été attaqué par deux drones ukrainiens... Le bâtiment est situé à environ 200 mètres des tranches n° 4 et 5... Aucune victime et aucune menace pour la sûreté nucléaire. — [Zakharova :] L'absence de réaction appropriée de l'Occident aux attaques des forces armées ukrainiennes contre la centrale nucléaire de Zaporijia montre le prix réel des déclarations des représentants de ces pays sur la sûreté nucléaire... à l'AIEA et à l'ONU... [ils] sont prêts à soutenir toutes les méthodes terroristes employées par leurs suppôts. [traduit] »

RIA Novosti, 5 oct. 2026 (service de presse de la centrale) ; commentaire du MAE publié sur mid.ru, 5 oct. 2026, tel que diffusé par RIA Novosti ria.ru/20261005/mid-2122446610.html

DÉJÀ TRANCÉ

Preuves **A**

La résolution ES-11/4 de l'AGNU (12 oct. 2022 ; 143 voix pour, 5 contre, 35 abstentions) a déclaré la tentative d'annexion de Zaporijia et de trois autres régions « illégale » et dépourvue de validité. La résolution du Conseil des gouverneurs de l'AIEA du 17 nov. 2022 s'est déclarée « gravement préoccupée par le fait que la Fédération de Russie n'a pas tenu compte des appels du Conseil » et l'a appelée à « se retirer immédiatement » ; M. Grossi a répété que la centrale est une installation ukrainienne et que son titulaire de licence est Energoatom. Le décret est la déclaration par laquelle la Russie affirme posséder, exploiter et doter en personnel le site par l'intermédiaire de Rosenergoatom, filiale de Rosatom.

Ce que l'affirmation concède : La responsabilité : un État qui déclare une centrale nucléaire propriété fédérale et y installe son exploitant répond de ce qui se produit sur le site — y compris de chaque incident qu'il impute à l'Ukraine.

L'AIEA N'ATTRIBUE PAS — DE L'AVEU MÊME DE LA RUSSIE

Preuves **A**

Le 7 avr. 2024, des drones ont frappé plusieurs bâtiments, dont « un impact direct sur le dôme du réacteur de la tranche 6 » ; les dommages « n'ont pas compromis gravement la sûreté nucléaire », mais ont créé « un précédent très dangereux, celui d'une attaque réussie contre l'enceinte de confinement du réacteur » (M. Grossi, Conseil des gouverneurs, 11 avr. ; Conseil de sécurité, 15 avr. 2024). L'Agence n'a pas désigné l'opérateur des drones ; la Russie et l'Ukraine « se sont renvoyé les accusations » ; les États-Unis ont condamné « toutes ces actions, quel qu'en soit l'auteur ». La plainte de la Russie selon laquelle l'AIEA aurait « peur » est la preuve la plus claire que l'Agence n'a pas fait sienne l'attribution russe.

Ce que l'affirmation concède : Que le seul organe mandaté présent sur le site a refusé d'adopter la version de la Russie.

NON VÉRIFIÉ — L'AIEA N'ATTRIBUE PAS

Preuves **A** **B**

Mise à jour 370 de l'AIEA (9 oct. 2026) : l'équipe « a été informée d'une attaque de drone signalée contre un bâtiment de laboratoire et de services et un bâtiment de traitement des déchets radioactifs situés à l'intérieur de la zone protégée » ; ni victimes ni rejet radioactif ; « il est essentiel que le personnel de l'AIEA bénéficie d'un accès rapide et sans entrave aux sites des attaques signalées afin de permettre une évaluation indépendante de la nature et de l'impact de tout incident ». La déclaration de l'Agence du 3 oct. avait déjà fait état d'« une série d'attaques de drones au cours des dernières semaines » (19, 20 et 27 sept.), sans attribution. Les forces armées ukrainiennes ont nié toute implication et qualifié ces informations de chantage nucléaire (Niveau B, pris en note). La même semaine, la seule ligne externe de la centrale, Ferosplavna-1, était en cours de réparation dans le cadre du huitième cessez-le-feu local négocié par l'AIEA (mise à jour 371, 16 oct. 2026). Le Hub consigne l'incident comme signalé et non attribué.

Ce que l'affirmation concède : Que l'accès en vue d'une évaluation indépendante passe par la direction russe de la centrale — l'AIEA doit se voir « accorder » l'accès par la partie même qui porte l'accusation.

Sources : S/PV.9109 (11 août 2022), S/PV.9114 (23 août 2022), S/PV.9124 (6 sept. 2022) · 2e rapport de synthèse de l'AIEA, 6 sept. 2022 · résolutions du Conseil des gouverneurs de l'AIEA des 15 sept. et 17 nov. 2022 (WNN, Cyprus Mail/Reuters) · mises à jour 317, 362 à 366, 369 à 371 de l'AIEA · GOV/2025/54 · déclarations de l'UE au Conseil des gouverneurs (10 sept. 2026) et à la Conférence générale (18 sept. 2026) · AGNU ES-11/4 · Interfax sur le décret du 5 oct. 2022 · Arms Control Today, mai 2024 · RIA Novosti, 5 oct. 2026 · 360.ru, août 2024 · liste complète en page 6



CE QUE DIT LA RUSSIE, CE QUE MONTRENT LES FAITS

Chaque ligne confronte une déclaration russe à la constatation d'un organe mandaté ou, à défaut, d'une enquête indépendante. Le niveau de chaque source est indiqué.

UKRAINE EVIDENCE HUB

REGISTRE VÉRIFIÉ

2022 - 2026

LE DOSSIER			
QUESTION	CE QUE DIT LA RUSSIE	CE QUE MONTRENT LES FAITS	SOURCE
Qui contrôle la centrale	« Protection » russe ; propriété fédérale depuis le 5 oct. 2022	Saisie par la force le 4 mars 2022 ; selon les propres termes de la Russie : « sous leur contrôle complet » dès début mars ; annexion déclarée illicite par 143 États	S/PV.9109 ; AGNU ES-11/4, 12 oct. 2022
Qui bombarde la centrale ou l'attaque par drones	« les forces armées ukrainiennes » — 2022, 2024, 2026	Non attribué par l'AIEA dans aucun Update, rapport ou document du Conseil des gouverneurs ; la Russie s'en est elle-même plainte	2e rapport de synthèse de l'AIEA, 6 sept. 2022 ; S/PV.9124 ; Arms Control Today, mai 2024
Matériel militaire sur le site	« ne place pas d'armes lourdes » ; « n'utilise pas... les installations nucléaires » à des fins militaires	Personnel, véhicules et matériel militaires russes observés, dont des camions dans les salles des turbines des tranches 1–2 ; Grossi a demandé leur retrait	Rapport de l'AIEA, 6 sept. 2022 ; S/PV.9124
Ce qu'a demandé le Conseil des gouverneurs de l'AIEA	Rejette une zone démilitarisée / de protection	Cesser toute action à la centrale ; se retirer ; les autorités ukrainiennes doivent en retrouver le plein contrôle — 26–2–7 (15 sept. 2022) et 24–2–7 (17 nov. 2022)	Résolutions du Conseil des gouverneurs de l'AIEA (via WNN, Reuters)
Pertes totales de l'alimentation électrique hors site depuis mars 2022	—	8e : 2 déc. 2023 · 9e : 4 juil. 2025 · 10e : 23 sept. 2025 (environ un mois) · 25e : 8 août 2026 · 26e : 20 août – 7 sept. 2026 ; 10 d'entre elles pour la seule période juin–août 2026	Updates de l'AIEA (RFE/RL, 2 déc. 2023) ; GOV/2025/54 ; Update 317 ; Updates 362–366 ; déclaration de l'UE au Conseil des gouverneurs, 10 sept. 2026
Sept piliers	—	Six sur sept totalement ou partiellement compromis ; situation « précaire »	GOV/2025/54, 1er sept. 2025
Cessez-le-feu locaux nécessaires pour réparer les lignes électriques	—	Huit négociés par l'AIEA, janv.–oct. 2026, le dernier à partir du 15 oct. 2026	Update 371 de l'AIEA, 16 oct. 2026

POUR ÊTRE JUSTE

Des attaques ont touché la centrale. L'AIEA a confirmé des dommages dus à des bombardements en 2022, un impact de drone sur l'enceinte de confinement de la tranche 6 en avril 2024 ayant fait au moins une victime, un impact de drone sur la salle des machines de la tranche 6 signalé en mai 2026 et des frappes de drones en septembre–octobre 2026 ; un employé de la centrale aurait été tué dans un véhicule de ravitaillement en octobre 2026 (rapport russe, non vérifié). L'Agence a exhorté à maintes reprises « les deux parties » à faire preuve de retenue et a déclaré qu'« aucune des parties n'aurait intérêt à un accident nucléaire » (Update 317). Le Hub n'affirme pas que les forces ukrainiennes n'ont jamais tiré près de la centrale ; il affirme qu'aucun organe mandaté n'a attribué aucun incident, et que les propres représentants de la Russie l'ont dit.

L'AIEA est délibérément neutre en matière d'attribution, car elle travaille des deux côtés de la ligne et a besoin du consentement russe pour rester sur le site ; cette neutralité est à la fois une limite du registre et sa force. Le décompte des pertes d'alimentation mêle les causes : certaines coupures étaient dues à des dommages sur des lignes éloignées de la centrale, d'un côté ou de l'autre, et l'Agence a parfois signalé une « défaillance du réseau extérieur » plutôt qu'une attaque (2 déc. 2023, la 8e perte).

Décompte : la déclaration de l'UE à la Conférence générale du 18 sept. 2026 a qualifié l'événement du 20 août 2026 de 27e perte totale, tandis que les Updates de l'AIEA et la propre déclaration de l'UE au Conseil des gouverneurs une semaine plus tôt en indiquent 26 ; le Hub suit la numérotation de l'Agence et présente les deux. Les dates antérieures de la série (pertes 2–7) doivent être rapprochées de la liste des Updates de l'AIEA avant publication.

Sources : S/PV.9109 (11 août 2022), S/PV.9114 (23 août 2022), S/PV.9124 (6 sept. 2022) · 2e rapport de synthèse de l'AIEA, 6 sept. 2022 · résolutions du Conseil des gouverneurs de l'AIEA des 15 sept. et 17 nov. 2022 (WNN, Cyprus Mail/Reuters) · mises à jour 317, 362 à 366, 369 à 371 de l'AIEA · GOV/2025/54 · déclarations de l'UE au Conseil des gouverneurs (10 sept. 2026) et à la Conférence générale (18 sept. 2026) · AGNU ES-11/4 · Interfax sur le décret du 5 oct. 2022 · Arms Control Today, mai 2024 · RIA Novosti, 5 oct. 2026 · 360.ru, août 2024 · liste complète en page 6



LE DROIT	LINES TO TAKE
Protocole additionnel I, art. 56 : les centrales nucléaires de production d'énergie électrique « ne seront pas l'objet d'attaques... lorsque de telles attaques peuvent provoquer la libération de forces dangereuses » ; les parties « s'efforceront d'éviter de placer des objectifs militaires à proximité » de tels ouvrages (art. 56(5)). Une garnison armée et des véhicules militaires à l'intérieur de la centrale sont précisément ce que l'article demande aux parties de ne pas créer. Règlement de La Haye, art. 43, et IVe Convention de Genève, art. 53 et 55 : une puissance occupante doit assurer l'ordre et la sécurité publics et ne peut s'approprier ni détruire des biens sauf lorsque les nécessités militaires l'exigent impérativement ; un décret convertissant une centrale nucléaire en « propriété fédérale » ne relève pas du droit de l'occupation mais de l'annexion, que la résolution ES-11/4 de l'AGNU et l'art. 2(4) de la Charte des Nations Unies excluent. Décision de la Conférence générale de l'AIEA GC(53)/DEC/13 (2009) et sept piliers / cinq principes concrets (30 mai 2023) : les attaques armées contre des installations nucléaires consacrées à des fins pacifiques constituent une violation de la Charte des Nations Unies, du droit international et du Statut de l'AIEA ; aucune attaque à partir de la centrale ou contre elle, aucune utilisation comme base pour des armes lourdes, alimentation électrique hors site disponible en permanence. Statut de Rome, art. 8(2)(b)(iv) : le fait de lancer une attaque en sachant qu'elle causera des dommages étendus, durables et graves à l'environnement naturel, manifestement excessifs par rapport à l'avantage militaire. Trois niveaux. <i>Établi</i> : contrôle armé russe du site depuis le 4 mars 2022 ; personnel et véhicules militaires russes à l'intérieur de la centrale (AIEA, sept. 2022) ; 26 pertes totales de l'alimentation électrique hors site (AIEA). <i>Tendance</i> : bombardements et frappes de drones répétés et non attribués à l'intérieur d'un périmètre contrôlé par la Russie ; refus russes répétés de démilitarisation. <i>Position</i> : que la Russie mette en scène ou tolère des incidents à la centrale est la qualification de l'Ukraine et non une conclusion de l'AIEA ; le Hub ne la reprend pas à son compte.	« La centrale que la Russie accuse l'Ukraine de bombarder est une centrale que la Russie a saisie par la force, où elle maintient une garnison et qu'elle revendique comme propriété fédérale. Chaque incident qu'elle signale se produit à l'intérieur de son propre périmètre. » « L'AIEA est sur place depuis septembre 2022. Elle n'a jamais attribué une attaque à l'une ou l'autre partie. L'ambassadeur de Russie s'en est précisément plaint. » « L'Agence a trouvé des camions militaires russes dans les salles des turbines. Elle n'a jamais trouvé de position de tir ukrainienne. » « Deux résolutions du Conseil des gouverneurs, par 26 voix contre 2 et 24 voix contre 2, ont demandé à la Russie de partir. La Russie et la Chine ont voté contre. » « À vingt-six reprises, la centrale a perdu toute alimentation électrique hors site. Avant le 4 mars 2022, le compteur était à zéro. » « Nous disons ce que dit l'AIEA : les impacts sont réels, leur origine n'est pas vérifiée, l'occupation l'est. »

QUESTIONS-RÉPONSES	
« L'AIEA a confirmé les frappes de drones — c'est donc l'Ukraine qui a attaqué la centrale. »	L'AIEA a confirmé que des bâtiments avaient été touchés et a demandé l'accès pour les évaluer. Elle n'a pas dit par qui, et ne l'a jamais fait. Les propres représentants de la Russie se sont plaints que l'Agence ne nomme pas l'Ukraine. Le Hub suit l'Agence : non attribué.
« Pourquoi la Russie attaquerait-elle une centrale qu'elle détient ? »	Le Hub ne dit pas qu'elle l'a fait ; aucun organe mandaté ne l'a constaté non plus. La question de l'auteur des tirs reste ouverte au regard du registre. Ce qui ne l'est pas, c'est qui contrôle le site, qui a placé des véhicules militaires dans les salles des turbines et qui a rejeté toutes les propositions de démilitarisation.
« La Russie protège la centrale ; sans ses troupes, elle serait une cible. »	Le Conseil des gouverneurs de l'AIEA a demandé à la Russie de se retirer afin que l'Ukraine en retrouve le contrôle ; l'art. 56(5) du Protocole additionnel I demande aux parties de tenir les objectifs militaires à l'écart de tels ouvrages. Les pertes d'alimentation hors site ont commencé avec l'occupation et ont atteint 26.
« L'AIEA a un parti pris contre la Russie. »	L'Agence a refusé d'attribuer les incidents à l'Ukraine, ce que souhaite la Russie, et ne les a pas attribués à la Russie, ce que souhaite l'Ukraine. Elle rend compte de ce que voient ses experts. En septembre 2022, ce qu'ils ont vu, c'est du matériel militaire russe à l'intérieur de la centrale.
« L'Ukraine a coupé elle-même les lignes électriques. »	Certaines coupures ont été causées par des dommages loin de la centrale, d'un côté ou de l'autre de la ligne, et l'Agence l'a dit au cas par cas (p. ex. une « défaillance du réseau extérieur » en déc. 2023). La tendance — 26 pertes, une coupure d'un mois en 2025, trois semaines en 2026, huit cessez-le-feu locaux pour réparer les lignes — est la conséquence des combats autour d'une centrale qui n'avait jamais été sur une ligne de front avant l'invasion.
« La région de Zaporijia est désormais russe, donc la centrale est russe. »	143 États à l'Assemblée générale ont déclaré l'annexion illicite ; l'AIEA traite la centrale comme une installation ukrainienne dont le titulaire de licence est Energoatom. Un décret ne peut changer cela, mais il fixe bien la responsabilité : l'État qui déclare la centrale sa propriété répond de sa sûreté.

CE QUE NOUS DEMANDONS	Distinguer, dans chaque déclaration, les deux questions — l'attribution des incidents (non vérifiée) et la responsabilité du site (celle de la Russie, depuis le 4 mars 2022) · citer les propres termes de l'AIEA : le rapport du 6 sept. 2022 sur le matériel militaire russe dans les salles des turbines et la demande de M. Grossi d'un « accès rapide et sans entrave » (mise à jour 370) · insister sur la mise en œuvre des résolutions du Conseil des gouverneurs de sept. et nov. 2022 et des cinq principes concrets, y compris le retrait de tout le personnel et de tout le matériel militaires · demander à l'AIEA un tableau consolidé des 26 pertes de l'alimentation électrique externe, avec leur cause telle qu'évaluée par l'Agence · soulever la question du personnel ukrainien détenu de la centrale à chaque session du Conseil des gouverneurs et de la Conférence générale · demander à la Russie, en tant que partie signalant les attaques, d'accorder à l'Agence un accès immédiat à chaque site d'impact signalé et de publier les preuves relatives aux munitions qu'elle affirme détenir.
-----------------------	---

SOURCES		
Conseil de sécurité de l'ONU	S/PV.9109, 9109e séance, 11 août 2022 — exposé de Grossi ; Nebenzia sur les bombardements ukrainiens et le contrôle russe https://www.securitycouncilreport.org/atf/ct/%7B65BFCF9B-6D27-4E9C-8CD3-CF6E4FF96FF9%7D/s_pv_9109.pdf	A
Conseil de sécurité de l'ONU	S/PV.9114, 9114e séance, 23 août 2022 — exposé de DiCarlo ; Nebenzia sur les obus de M777, les armes lourdes, la zone démilitarisée https://un-project.org/meeting/S-PV-9114/	A
Conseil de sécurité de l'ONU	S/PV.9124, 9124e séance, 6 sept. 2022 — Grossi sur le 2e rapport de synthèse ; Nebenzia regrette que l'origine des bombardements ne soit pas indiquée https://www.securitycouncilreport.org/atf/ct/%7B65BFCF9B-6D27-4E9C-8CD3-CF6E4FF96FF9%7D/s_pv.9124.pdf	A
Conseil de sécurité de l'ONU	S/PV.9115, 9115e séance, 24 août 2022 — Zelensky par vidéo : « La Russie devrait... se retirer complètement de la centrale » ; Nebenzia sur « les bombardements incessants de Kyiv » https://www.securitycouncilreport.org/atf/ct/%7B65BFCF9B-6D27-4E9C-8CD3-CF6E4FF96FF9%7D/s_pv_9115.pdf	A
AIEA	Sûreté, sécurité et garanties nucléaires en Ukraine — 2e rapport de synthèse du Directeur général, 6 sept. 2022 https://iaea.org/sites/default/files/documents/ukraine-2ndsummaryreport_sept2022.pdf	A
RFE/RL via GlobalSecurity	Le rapport du gendarme nucléaire sur Zaporijia qualifie la situation actuelle d'« intenable » et appelle à une zone de sécurité, 6 sept. 2022 https://www.globalsecurity.org/wmd/library/news/ukraine/2022/09/ukraine-220906-rferl01.htm	C
European Pravda	L'AIEA a confirmé la présence de personnel, de véhicules et de matériel militaires russes à la centrale de Zaporijia (citation sur les salles des turbines), 6 sept. 2022 https://www.eurointegration.com.ua/eng/news/2022/09/6/7146276/	C
World Nuclear News	Le Conseil des gouverneurs de l'AIEA demande à la Russie de rendre le contrôle de Zaporijia — résolution du 15 sept. 2022, vote 26–2–7 https://world-nuclear-news.org/Articles/IAEA-board-calls-for-Russia-to-hand-over-control-o	C
Cyprus Mail / Reuters	Le Conseil du gendarme nucléaire de l'ONU exhorte à nouveau la Russie à mettre fin à ses actions dans les centrales ukrainiennes — résolution du 17 nov. 2022, vote 24–2–7 https://www.cyprus-mail.com/2022/11/17/un-nuclear-watchdog-board-again-urges-russia-to-end-actions-at-ukrainian-plants	C
Interfax	Poutine charge le gouvernement de créer l'Entreprise unitaire d'État fédérale Centrale nucléaire de Zaporijia — décret du 5 oct. 2022 https://interfax.com/newsroom/top-stories/83581/	RU
RFE/RL via GlobalSecurity	Décret de Poutine sur la centrale de Zaporijia, 5 oct. 2022 https://www.globalsecurity.org/wmd/library/news/ukraine/2022/10/ukraine-221005-rferl02.htm	C
Arms Control Today	Des drones frappent le bâtiment réacteur de Zaporijia — Grossi au Conseil des gouverneurs (11 avr. 2024) et au Conseil de sécurité (15 avr. 2024) ; Oulianov : l'AIEA « a peur » https://www.armscontrol.org/act/2024-05/news/drones-hit-zaporizhzhia-reactor-building	C
AIEA via GlobalSecurity	Update 317 — dixième perte totale de l'alimentation électrique hors site, 23 sept. 2025 ; « aucune des parties n'aurait intérêt à un accident nucléaire », 30 sept. 2025 https://www.globalsecurity.org/wmd/library/news/ukraine/2025/09/ukraine-250930-iaea01.htm	A
RFE/RL	Huitième perte totale de l'alimentation électrique hors site — « défaillance du réseau extérieur », 2 déc. 2023 https://www.rferl.org/a/zaporizhzhya-nuclear-power-plant-safety-ukraine/32711212.html	C
AIEA	GOV/2025/54 — rapport du Directeur général, 1er sept. 2025 : six des sept piliers compromis ; neuvième perte de l'alimentation hors site le 4 juil. 2025 https://www.iaea.org/sites/default/files/documents/gov2025-54_0.pdf	A
AIEA	Update 370 — incidents de drones à la centrale de Zaporijia, 5 oct. 2026 ; « accès rapide et sans entrave », 9 oct. 2026 (21 oct. 2026) https://www.iaea.org/newscenter/pressreleases/update-370-iaea-director-general-statement-on-situation-in-ukraine	A
AIEA	Update 371 — huitième cessez-le-feu local facilité par l'AIEA, réparations de Ferosplavna-1, 16 oct. 2026 (21 oct. 2026) https://www.iaea.org/newscenter/pressreleases/update-371-iaea-director-general-statement-on-situation-in-ukraine	A
Union européenne (SEAE)	Déclaration de l'UE au Conseil des gouverneurs de l'AIEA, point 7 de l'ordre du jour, 10 sept. 2026 — 26 pertes de l'alimentation hors site, dont dix au cours de la période considérée https://www.eeas.europa.eu/delegations/vienna-international-organisations/board-governors-international-atomic-energy-agency-eu-statement-agend-a-item-7-nuclear-safety_en	A
Union européenne (SEAE)	Déclaration de l'UE à la 70e Conférence générale de l'AIEA, point 21 de l'ordre du jour, 18 sept. 2026 — personnel ukrainien de la centrale de Zaporijia détenu https://www.eeas.europa.eu/delegations/vienna-international-organisations/70th-session-general-conference-international-atomic-energy-agency-eu-statement-agenda-item-21_en	A
BASE (Office fédéral allemand de la sûreté de la gestion des déchets nucléaires)	Chronologie de la situation sur les sites nucléaires ukrainiens citant les Updates 361–366 de l'AIEA (26e perte, 20 août – 7 sept. 2026) https://www.base.bund.de/en/nuclear-safety/nuclear-accidents/information-current-situation.html	C
World Nuclear News	Zaporijia reconnectée à l'alimentation extérieure après 18 jours, 8 sept. 2026 https://world-nuclear-news.org/articles/zaporizhzhia-reconnected-to-external-power-after-18-days	C
RIA Novosti	Les forces ukrainiennes ont frappé à 200 mètres des tranches de la centrale de Zaporijia — service de presse de la centrale, 5 oct. 2026 https://ria.ru/20261005/zaes--2122259971.html	RU
RIA Novosti	MAE : aucune réaction occidentale appropriée aux attaques ukrainiennes contre la centrale de Zaporijia — commentaire de Zakharova, 5 oct. 2026 https://ria.ru/20261005/mid-2122446610.html	RU
360.ru	Zakharova : la frappe ukrainienne contre la centrale de Zaporijia est une « terreur nucléaire à l'échelle du continent » ; « Où sont Rafael Grossi et toute l'AIEA ? », 11 août 2024 https://360.ru/news/vlast/zaharova-nazvala-ukrainskij-udar-po-zaes-jademym-terrorom-kontinenta/	RU
bluewin / dpa	L'AIEA enquête sur l'accusation d'attaque de drone contre la salle des machines de la tranche 6, 31 mai 2026 https://www.bluewin.ch/en/news/international/iaea-investigates-accusation-of-drone-attack-on-zaporizhzhya-nuclear-power-plant-3256612.html	C
Gouvernement de l'Ukraine	Déclaration commune de 47 États membres de l'AIEA à l'occasion du troisième anniversaire de l'occupation de la centrale de Zaporijia, 6 mars 2025 https://www.kmu.gov.ua/en/news/47-derzhav-chleniv-mahate-vystupyly-zi-spilnoi-u-zaiavoju-na-pidtrymku-ukrainy-u-zviazku-z-nezakonnoiu-okupatsiie-iu-rosiiei-u-zaporizkoi-aes	B
World Nuclear News	Citations : le Conseil de sécurité de l'ONU débat de Zaporijia (11 août 2022) — Albanie, Irlande, Brésil, Ghana, Émirats arabes unis, Norvège, Kenya, Inde, Chine https://world-nuclear.org/ukraine-information/wnn-ukraine/wnn-in-quotes--un-security-council-discusses-zapor	C
Security Council Report	What's In Blue : exposé sur l'Ukraine consacré à Zaporijia, 11 août 2022 https://www.securitycouncilreport.org/whatsinblue/2022/08/ukraine-briefing-on-zaporizhzhia.php	C

MÉTHODE

Les affirmations russes sont citées d'après les procès-verbaux du Conseil de sécurité S/PV.9109, S/PV.9114 et S/PV.9124 (anglais tel que publié par l'ONU) ; d'après le compte rendu par Interfax du décret du 5 oct. 2022 (kremlin.ru n'a pu être ouvert) ; d'après le compte rendu par Arms Control Today de la session du Conseil des gouverneurs d'avril 2024 ; et d'après la publication par RIA Novosti des textes du service de presse de la centrale et du MAE du 5 oct. 2026 (traduits par le Hub). Les mots entre crochets sont du Hub.

Le registre est celui de l'AIEA : son 2e rapport de synthèse du 6 sept. 2022, les résolutions du Conseil des gouverneurs des 15 sept. et 17 nov. 2022, les Updates numérotés du Directeur général et le rapport GOV/2025/54. Lorsqu'un Update particulier est cité, il l'est par l'intermédiaire du registre de l'ONU (exposés de Grossi au Conseil), des déclarations de l'UE au Conseil des gouverneurs et à la Conférence générale, ou des vecteurs secondaires indiqués dans le tableau des sources (WNN, RFE/RL). Le Hub adopte la pratique de l'Agence et n'attribue aucun incident particulier.

Les déclarations ukrainiennes (Energoatom, démentis des forces armées) sont mentionnées à titre de contexte de Niveau B et ne sont pas utilisées pour réfuter les affirmations russes d'attribution. Le décompte des pertes de l'alimentation hors site suit la numérotation propre de l'AIEA ; lorsque le décompte de l'UE diffère (27 contre 26), les deux sont indiqués.

Niveaux : **A** — organes mandatés par l'ONU, juridictions et organisations internationales (HCDH/HRMMU, Commission d'enquête, CPI, CEDH, AIEA, OSCE, OIAC, documents du Conseil de sécurité) ; **B** — organes officiels ukrainiens, avec la mention « selon l'Ukraine » ; **C** — enquêteurs et médias indépendants ; **RU** — déclarations officielles russes, la position examinée. Les niveaux ne sont jamais combinés dans un même chiffre.